

De Munich à Damas : l'abdication de l'Occident

Freddy Eytan

Le CAPE de Jérusalem, 8 septembre 2013

En Octobre 2001, le Premier ministre Ariel Sharon mettait en garde le monde libre en déclarant dans un discours flamboyant : « Ne refaites pas la grave erreur historique de 1938 en sacrifiant la Tchécoslovaquie ! L'Etat juif se défendra par ses propres moyens ».

En septembre 2009, Benjamin Netanyahu prononce un discours à l'ONU et compare l'indifférence du monde libre devant la menace du projet nucléaire iranien à celle de l'indifférence de la Société des Nations devant la montée du nazisme et l'Holocauste des Juifs.

Sur ces comparaisons historiques les deux chefs de gouvernement israélien ont été fortement critiqués par les chancelleries et notamment par l'administration américaine. Et voilà qu'aujourd'hui, bizarrement, John Kerry parle du même sujet et se réfère lui aussi au précédent historique de Munich pour signifier l'inaction de

la communauté internationale devant les crimes abominables de Bachar el-Assad.

Rappelons que les Accords signés à l'époque par Daladier et Chamberlain avec Adolf Hitler avaient pour but de mettre un terme à la crise des Sudètes, mais en réalité ils ont permis à Hitler d'annexer ce territoire. Ils ont scellé la mort de la Tchécoslovaquie comme Etat indépendant et ont discrédité la France et le Royaume-Uni sur le plan international. La suite et les lourdes conséquences sur toute la planète sont hélas bien connues.

L'Histoire se répète-t-elle ? Damas sera-t-elle un nouveau Munich ?

Il y a 75 ans, l'Etat juif n'existait pas et nous étions sans armes ni défense. Aujourd'hui, fort heureusement, Tsahal est notre véritable bouclier, capable d'assurer notre sécurité et de nous défendre contre toute tentative d'attaque de la part de nos ennemis.

Devant tous les prétextes et la valse hésitation d'Obama et du monde occidental, et face à l'inaction contre le régime sanguinaire d'Assad, les justes propos de Sharon et de Netanyahou sonnent plus fort dans le contexte syrien et iranien et plus que jamais lancent un cri d'alarme.

Le rappel historique de John Kerry devrait ébranler les esprits et rafraîchir les mémoires de tous ceux qui, à Moscou, à Londres et à Paris, préfèrent la sourde oreille et l'indolence en affrontant avec dédain et une froideur monstrueuse le génocide syrien.

Zvi Tenney

terredisrael.com, 10 septembre 2013

L'INSS (The Institute for National Security Studies) a récemment publié un sondage révélant que 93 pour cent des Juifs israéliens sont fiers d'être israéliens, estimant que la situation en Israël n'a jamais été aussi bonne et cela se basant entre autres sur les données suivantes.

- Pour maintenir le renouvellement de la population d'un pays, les femmes doivent donner naissance à 2,1 enfants. Avec un taux de natalité de 2,65 enfants par femme, Israël est le seul pays avancé dépassant ce seuil de « remplacement » de la population.

- Pendant la récession des années 2008-2012, Israël a bénéficié d'une croissance de 14,5 pour cent du produit intérieur brut, enregistrant ainsi le taux de croissance économique le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Israël investit 4,5 pour cent de son PIB dans la recherche et le développement, soit le taux le plus élevé de tous les pays. Sa contribution mondiale dans les domaines de la technologie et de l'innovation est considérable.

- En raison des récentes découvertes de gaz et de pétrole Israël est, au dire de nombreux commentateurs, en voie de devenir « un des pays riches du monde », avec des ressources qui renforceront sa position au niveau mondial.

- La Syrie et l'Égypte étant confrontées à des problèmes internes, la menace que ces deux pays représentaient à une certaine époque pour l'existence d'Israël, a pour le moment pratiquement disparu. Grâce à des stratégies novatrices, les attaques terroristes ont été pratiquement éliminées, de plus Tsahal, l'armée israélienne, est de loin la plus forte et la plus efficace de la région.

- INSS estime que « l'écart entre la puissance d'Israël et celle de ses voisins arabes ne cesse de grandir ». Même le dossier nucléaire iranien s'avère moins terrible qu'il n'y paraît. Étant donné la puissance tellement plus destructrice de l'arsenal nucléaire israélien et son système de missiles défensif en pleine croissance, un échange de tirs nucléaires causerait certes de lourds dommages à Israël mais détruirait la nation iranienne.

- Dans les enquêtes d'opinion publique aux États-Unis, première puissance mondiale et principal allié d'Israël, Israël jouit d'un soutien 4 fois plus grand que celui accordé aux Arabes Palestiniens.

- Les tensions entre Ashkénazes et Séfarades ont baissé avec le temps en raison des mariages mixtes et des interpénétrations culturelles. La question de la non-participation des Orthodoxes à l'effort national est finalement en cours de traitement.

Les antisionistes et antisémites, les Palestiniens et les islamistes, les partisans d'extrême droite et d'extrême gauche devraient donc comprendre qu'ils sont en train de mener contre Israël une bataille perdue d'avance. L'État juif est en train de sortir gagnant de cet affrontement, car, comme le dit en conclusion l'INSS, « le temps joue incontestablement en faveur d'Israël ».

Le Directeur de l'INSS, le Prof. Ephraïm Inbar, conclut cette étude en soulignant qu'Israël après 65 ans d'existence est sans nul doute « l'histoire d'une réussite peu commune ». Un brillant avenir lui est réservé s'il persévère durant les futures générations à être guidé par l'esprit et la foi sioniste et à agir avec prudence dans l'arène internationale.

La paix lui serait certes bénéfique mais elle ne constitue pas une condition impérative pour assurer la continuité de son existence et de sa prospérité.

Le plan Lavrov : une sortie de crise satisfaisante

Stéphane Juffa

menapress.org, 10 septembre 2013

Ce mardi, à Moscou, Sergei Lavrov, le ministre russe des Affaires Etrangères, poursuit ses conversations avec son homologue syrien, Walid Moallem, en vue d'élaborer les détails d'un plan "efficace et concret" destiné à placer les armes chimiques d'al Assad sous supervision internationale.

Lavrov avoue désormais que cette idée "n'est pas uniquement russe mais qu'elle a germé lors de contacts avec les Etats-Unis". Autant pour la mise en scène de la pseudo-gaffe de John Kerry, qui avait affirmé, lors d'une conférence de presse, que seule cette solution pourrait éviter un conflit !

En effet, on avait brièvement essayé de faire croire que les Russes auraient spontanément repris la proposition de Kerry au vol et l'auraient exploitée. Et que les Syriens, eux aussi surpris, l'auraient accueillie les bras ouverts en l'espace de quelques heures.

Tout ce bluff international cousu de fil blanc pour exprimer que l'initiative avait été mise sur pied la semaine dernière à Saint Pétersbourg, et que Moscou n'a pas

vraiment laissé le choix à Damas, sous la menace d'abandonner le régime alaouite seul face aux frappes américaines, au cas où Assad refuserait de coopérer.

Ne laissons pas le suspens planer plus longtemps, et osons affirmer que cette proposition - et peu importe d'où elle vient - est en théorie satisfaisante pour sortir de la crise et éviter la guerre ; ce que tout le monde souhaite à l'Ouest, tant l'opposition du public à un conflit, que ce soit aux Usa ou en France, n'est pas en voie de résorption.

Pour Barack Obama, l'approbation du Congrès est loin d'être acquise, les parlementaires, aussi bien Démocrates que Républicains, se montrant réfractaires face à l'option d'une intervention "pour le prestige", qui n'arrangerait rien, mais aurait plutôt tendance à envenimer la situation.

Or pour le président US, un refus des Chambres aurait des conséquences dramatiques. Il pourrait certes lancer son offensive même en cas de rejet du Congrès, mais ensuite, ses relations avec les représentants et les sénateurs deviendraient pratiquement ingérables jusqu'à la fin de son mandat.

On comprend dès lors que M. Obama accueille avec soulagement cette issue diplomatique lui permettant - c'est une expression israélienne -, de "descendre de l'arbre" sur lequel il avait imprudemment grimpé, sans perdre la face.

Surtout que la proposition Lavrov répond miraculeusement à l'ensemble des étranges conditions que le pensionnaire de la Maison Blanche avait lui-même fixées comme cadre à son aventure militaire en Syrie : pas de boys au sol, pas d'opération illimitée dans le temps ; et, principalement, pas de modification de l'équilibre entre les forces gouvernementales et la rébellion, et pas non plus d'actions susceptibles de renverser Béchar al Assad de son trône.

La finalité de l'action envisagée reflétait le besoin de répliquer à l'infraction commise par le régime alaouite contre l'interdiction de faire usage d'armes chimiques stipulées dans les conventions internationales. Eh bien si Assad accepte de se séparer des dites armes, le but annoncé aura été atteint en faisant l'économie du moindre coup de feu.

Certes, Obama devra abandonner les aspects punitif et didactique de l'intervention qu'il désirait engager. Il devra se résoudre à laisser ces "crimes de guerre abjects", selon la définition qui en fut faite par son administration, impunis.

Dans les discussions avec Lavrov, il est toutefois question de faire trinquer quelques lampistes en obligeant des officiers directement impliqués dans l'attaque au gaz à comparaître devant la justice internationale, mais personne n'est dupe. Celui auquel incombe la responsabilité de ce crime, Béchir al Assad, ne sera pas personnellement inquiété si le plan Lavrov devait être adopté.

Et il sert si bien les intérêts de tout le monde, que le Congrès américain a déjà décidé de reporter le vote qu'il avait prévu jeudi. Ce, même si, pour la façade et pour ne pas alléger la pression sur les négociateurs à Moscou, les responsables yankees continuent à exprimer leurs doutes quant à la volonté réelle de Damas d'abandonner ses armes interdites.

Objectivement, tout vaut mieux qu'une guerre sans objectifs stratégiques définis et ne recelant aucune menace pour la sécurité nationale étasunienne. Un conflit qu'il était interdit de gagner de manière trop flagrante, au risque de faire la courte-échelle à des éléments djihadistes pour s'emparer du pouvoir, et interdit de mener de façon trop molle, pour ne pas être à nouveau la risée de la planète et, en particulier, de l'Iran et de la sphère arabo-musulmane. Bref, une guerre impossible à gérer de manière appropriée pour les soldats de l'Oncle Sam.

Certes aussi, la remise des armes chimiques à des superviseurs internationaux ne résoudra strictement rien au niveau de la guerre civile qui ravage la Syrie. Les "normes internationales" en matière de recours aux armes de destruction massive - que personne ne respecte - auront pour une fois prévalu. Mais c'est pour la défense de ces règles qu'Obama et Hollande voulaient revêtir leurs armures, c'est là que résidait l'erreur initiale, ce n'est donc pas maintenant, à ce stade des événements, que l'on va changer son fusil d'épaule, cette expression ayant rarement été aussi adéquate pour définir une conjoncture.

Les civils syriens continueront de mourir mais pas par les armes chimiques, c'est cela la moralité conséquente de tout ce raffut. Car les gaz, sarin ou autres, n'ont participé que pour un peu plus d'un pour cent dans le décès des quelques 138 000 Syriens victimes de ces trois dernières années d'affrontements. Chiffre à jour fourni par le bureau de la Ména de Beyrouth, spécialisé dans ce genre de bilans.

Evidemment, la rébellion fait la gueule. Ses chefs évoquent "une manœuvre politique", et comme ils ont raison. Eux qui se voyaient déjà vizirs à la place du vizir, oubliant un peu rapidement sans doute que l'Occident aurait eu beaucoup de mal à les aider à réaliser leurs rêves, tandis que les clips se bousculent sur Youtube, montrant des scènes insupportables de décapitations de curés et d'exécutions sommaires d'enfants des mains de leurs combattants. De ce dilemme également, Lavrov est en train de sauver Obama.

A Jérusalem, si le Président Shimon Pérès met en garde l'opinion, déclarant que les "négociations en vue d'un transfert d'armes seront rudes", parce que le régime syrien n'est "pas fiable", on est plutôt satisfait, aussi, du compromis qui se dessine.

Pour aboutir, il faudra absolument que la remise des armes chimiques d'Assad soit totale, et qu'il ne tente pas d'en exfiltrer au profit de ses alliés du Hezbollah ; il est

également évident que leur transfert sous le contrôle d'inspecteurs internationaux ne peut être qu'une étape intermédiaire, et que le régime alaouite doit, dès à présent, donner son accord à leur destruction

Il sera en outre nécessaire - pour sauvegarder l'honneur des Etats-Unis - que les choses se déroulent prestement. Sergei Lavrov réclamerait à Moallem un inventaire détaillé des stocks de ces armes sous sept jours, suivi d'un début de leur transfert immédiat à l'autorité choisie. C'est jouable, particulièrement avec des Syriens conscients que de nouvelles entourloupes de leur part leur attireraient une réaction militaire plus énergique que prévue des Américains, dont la légitimité internationale à agir se verrait, si la Syrie triche, grandement renforcée.

Avigdor Lieberman, qui se contente, dans l'attente de son procès au pénal, de présider le comité des Affaires Etrangères et de la Défense de la Knesset, considère que l'accord syrien de se départir de ses armes chimiques n'est que de la poudre aux yeux. Il compare cet assentiment à celui qu'avait exprimé l'Iran, au début des négociations avec les 5+1, d'envoyer ses stocks d'uranium enrichi à l'étranger. D'après Lieberman, al Assad utilisera l'offre Lavrov pour gagner du temps, ajoutant que le dictateur syrien était un champion dans ce domaine.

On verra. On jugera sur pièces et dans pas longtemps. Là où Lieberman se trompe à notre sens, est que ces armes ne remplissent pas un rôle critique dans l'arsenal d'Assad, qu'il sortirait gagnant en acceptant le plan Lavrov, et qu'il n'a pas grand-chose à empocher en jouant la montre sur ce dossier.

Si le deal se conclut, les Israéliens verraient leur sécurité augmentée en sachant un ennemi instable comme Béchar al Assad privé d'armes chimiques. Cela atténue grandement la létalité d'une première frappe en provenance de Syrie, la seule éventualité dont les Hébreux aient pratiquement à se soucier, leur rapport de force avec le dictateur alaouite penchant nettement en leur faveur.

La destruction de ces armes ne les mettrait cependant pas à l'abri d'un risque chimique ou bactériologique, car l'Iran, qui n'a pas encore rejoint le club des nations possédant l'arme atomique, dispose de réserves étendues de ces toxiques ainsi que des missiles capables de les convoyeur.